



# LA FORCE DU PAYS

## Exposé politique du Congrès du Bloc Català

Jordi VERA

Argelers de la Marenda/ Tatzó d'Avall 27 et 28 Novembre 2004

### Index

Les axes stratégiques d'un projet catalan au service de la Catalogne du nord

#### CHAPITRE I

Le Bloc Català et son idéologie

#### CHAPITRE II

La Catalogne du Nord, un pays qui se retrouve

#### CHAPITRE III

La force Catalane : action politique du Bloc Català

1. L'engagement catalaniste
2. L'engagement social
3. L'engagement écologiste
4. L'engagement européen
5. Le projet économique
6. Le projet culturel
7. La communication
8. La proximité

#### CHAPITRE IV

NOTRE STRATÉGIE :

1. En finir avec la fatalité
2. La participation politique du Bloc Català
3. Pour une fédération de forces nationalistes et progressistes

# Stratégie d'un projet catalan

## CHAPITRE I

### 1. Le Bloc Català et son idéologie

1. Le Parti Bloc Català est une organisation politique qui a comme objectif fondamental la création d'une région autonome en Catalogne du Nord, comme étape préalable à la reconnaissance du peuple catalan dans l'Union Européenne. Nous sommes le parti du pays : Catalan, écologiste et démocratique et résolution moderniste.

2. Le Bloc Català est aujourd'hui une force indispensable. En effet, la dépendance politique de Paris et de Montpellier, bride le Pays Catalan. Elle se traduit par un chômage chronique, la dégradation des services publics de l'Etat, des inégalités sociales accrues. Le manque d'alternative à un modèle économique en crise est évident. Par ailleurs, cette dépendance favorise la destruction du territoire (THT), l'absence de reconnaissance de la langue et la culture catalanes. La conscience de plus en plus étendue de vivre un processus de dissolution des traits qui définissent l'identité du peuple Catalan du nord découle de ce constat. C'est pourquoi la volonté de relever le défi émerge. Le Bloc Català incarne cet esprit de responsabilité et d'ambition pour le Pays Catalan.

3. Le Bloc Català s'est déjà confronté à la réalité électorale : législatives, cantonales et européennes. Il a déjà aujourd'hui la capacité d'agglutiner un espace politique qui va au-delà de la traditionnelle «clientèle» du catalanisme de toujours. Cet espace politique et social est à la recherche d'un référent politique avec des garanties de victoire. Le pays a besoin d'enthousiasme et le Bloc Català doit articuler l'alternative à la dissolution programmée.

4. La Catalogne du Nord est une société en pleine transformation. Les changements désordonnés que nous vivons depuis plus de trente ans ont généré l'apparition d'un large mouvement en faveur de l'identité du pays. Le défi de l'arrivée incessante de «nouveaux Catalans» doit être affronté positivement, avec intelligence, en structurant les apports qui régénèrent notre société.

Il existe un niveau de conscience grandissant, concernant les grands sujets de notre futur: la nécessité d'avoir une administration territoriale propre, la nécessité de décider ici, la volonté de s'emparer de l'identité catalane, de protéger le territoire et d'assurer la cohésion de la société dans la culture catalane, ciment qui doit fédérer tous les habitants.

5. Le Bloc Català rassemble toutes les sensibilités : depuis le régionalisme nord-catalan jusqu'à la défense d'une Fédération des Pays Catalans ; depuis l'autonomisme sincère jusqu'à l'indépendantisme. Seule l'unité d'action de tous autour d'objectifs fixés et rappelés démocratiquement à chaque moment nous rapprochera du but commun.

6. Le Bloc Català est un parti où toutes les sensibilités doivent se sentir à l'aise. Au Bloc Català il existe des sensibilités et des opinions qui vont du libéralisme de gauche à la social-démocratie ou au christianisme social. La diversité du Bloc Català est sa richesse. Nous sommes un parti pluriel et uni : c'est ainsi que nous sommes influents sur un large secteur social qui va au-delà de notre parti. Le Bloc Català entend poursuivre sa construction d'un espace de convergence de toutes les options nationalistes, progressistes et écologistes de Catalogne du Nord.

**7.** Le Bloc Català se réaffirme comme le parti catalan d'ici. Le Bloc Català est le parti du pays parce qu'il défend son droit à gouverner son identité et sa personnalité. Projet inséparable de la défense de l'égalité effective entre tous les citoyens et de la lutte contre l'exclusion sociale, la supériorité des droits individuels des citoyens par-dessus tout. Le Bloc Català considère que la principale fonction de l'Etat et des institutions publiques est de garantir la liberté et l'équité. Notre objectif est de construire une région puissante, la Catalogne du Nord, promotrice de services publics régionaux et des prestations sociales de qualité, qui donne des réponses aux nécessités sociales des gens.

**8.** Nous sommes par ailleurs un parti écologiste, parce que la lutte pour l'émancipation catalane comporte la défense radicale du territoire pour les Catalans d'aujourd'hui et pour ceux à venir. Ainsi, l'idéologie qui définit le Bloc Català n'est pas l'accumulation d'intérêts sectoriels mais l'expression d'un projet global. Nous voulons un pays souverain, prospère, équitable, juste, solidaire et respectueux de l'environnement. Un pays fidèle à son identité historique, linguistique et culturelle comme élément d'intégration et d'affirmation dans un monde globalisé.

**9.** Le Bloc Català articule son action politique à partir du pluralisme. Avec des réseaux larges et perméables à un maximum d'acteurs. C'est le cadre municipal qui permet le mieux de le mettre en œuvre avec ses sections locales, ouvertes aux militants, aux sympathisants et aux citoyens qui veulent y participer. Les sections seront dotées de mécanismes de participation, de contrôle et d'accès des citoyens aux institutions. Les élus municipaux du Bloc Català leur rendront des comptes. Les relations avec les habitants nés hors du pays catalan seront importantes pour pallier la dépersonnalisation et le manque de cohésion sociale de nombreuses communes, qui ne sont parfois que des cités-dortoir où les gens ignorent même dans quel pays ils vivent. Il est indispensable de travailler avec courage, ouverture et générosité faire de cette terre catalane une communauté de destin.

**10.** Perpinyà mérite un soin particulier de notre part. La capitale roussillonnaise a une importance stratégique fondamentale pour le Bloc Català. La priorité doit être de continuer à s'implanter dans tous les cantons de la ville, comme nous avons déjà commencé à le faire à l'occasion des dernières cantonales, dans le but de rapprocher le Bloc Català des citoyens. La section de Perpinyà doit être au service de la société civile, offrir des espaces de participation et canaliser de manière rapide et performante les demandes sociales vers les institutions.

Le Bloc Català doit en particulier avoir cure de la défense et du respect de la communauté gitane de la ville. AFEGIR QUELCOM

**11.** A la tête d'un projet politique utile pour toute la société, nous devons être crédibles pour les citoyens qui idéologiquement nous sont proches, nous devons convaincre de nouveaux électeurs, et nous devons récupérer ceux que les politiciens traditionnels ont déçus. La crédibilité de n'importe quel projet politique est liée à un comportement éthique sans reproche. Le Bloc Català en tant que parti, ses dirigeants, ses élus et les militants doivent être une référence d'honnêteté, de transparence et de cohérence, de conviction et de dynamisme.

# CHAPITRE II

## Un pays qui se retrouve

L'identité en Catalogne du Nord s'exprime de diverses façons, soit dans l'adhésion politique de certains nord-catalans à la nation catalane, soit dans un patriotisme local majoritaire, un sentiment spontané de catalanité.

La Catalogne est considérée par beaucoup comme une nation culturelle, une communauté linguistique et un espace d'articulation politique encore en jachère. Nous, nous affirmons le droit que nous avons, les nord-catalans, à gérer nous-mêmes nos affaires et à créer toute sorte de liens de coopération avec les autres pays catalans.

1 Le programme du Bloc Català doit être clair et net, concret et ambitieux. En ce sens, son discours doit être centré sur la proposition d'une Région Catalane pour la Catalogne du Nord. Nous affirmons simplement et clairement que les Nord-catalans sommes une collectivité humaine dotée d'une personnalité historique, territoriale, linguistique et culturelle. Nous avons assez de conscience collective, de cohésion interne et de volonté pour exercer de façon responsable le droit à la libre détermination et le droit de nous donner des institutions de gouvernement souveraines en lien avec des nations, et structures étatiques et supra étatiques dans le cadre de l'Union Européenne.

2 Seule une Région autonome nous permettra de faire face aux nécessités et aux défis que nous devons affronter. Nous devons disposer d'instruments de gouvernement non dépendants de Montpellier ou de Paris, pour gérer les problèmes de notre société au profit de la cohésion sociale, de l'équilibre linguistico-culturel et identitaire, du bien-être et de la qualité de vie de tous les citoyens du Pays Catalan, indépendamment de leur origine et de leurs cultures d'origine.

3 Le droit des Nord-Catalans à notre Région Catalane et, donc le droit de posséder un corps politique souverain, ne nie pas notre communauté linguistique, culturelle et d'origine avec les autres pays de langue catalane mais l'affirme. L'exercice du pouvoir par des institutions propres à chaque territoire souverain a constitué la spécificité politique de cet ensemble territorial qui au Moyen Age était connu comme la nation catalane dont le berceau était chez nous, en Conflent. L'autonomie de chaque territoire est la base de notre constitution politique et la base de notre naissance comme peuple. Ainsi, faire du catalanisme Nord-Catalan, c'est faire du patriotisme des Pays Catalans. La Catalogne du Nord comme les Pays Catalans exigent dans l'Europe une action conjuguée au pluriel.

4 Ces dernières années, la Catalogne du Nord a vécu la transformation la plus importante depuis le XVIIe. La mobilité des gens et le tourisme ont été des détonateurs de changements qui ont transformé totalement la structure territoriale, démographique, économique et sociale du pays. La Catalogne du Nord n'était pas une société arriérée : l'industrie, le commerce, la banque et l'agriculture étaient des secteurs économiques prospères, au moins par rapport à d'autres sociétés méditerranéennes. L'élément déterminant de ces changements est exogène : c'est l'Etat français avec l'«aménagement du territoire» au début des années 70 et les grands groupes français et multinationaux qui les ont provoqués brutalement. La Catalogne du Nord a été ces quarante dernières années une terre de promesse pour de nouveaux venus, mais a été aussi un point de départ pour les jeunes catalans conduits à s'exiler, de substitution linguistique, d'exploitation au travail, de destruction de l'environnement, de précarité sociale, d'acculturation, de colonisation immobilière, de spoliation fiscale, de spéculation et d'accumulation démesurée de bénéfices qui n'ont pas profité à l'ensemble de la collectivité.

5 Les changements historiques vécus en Catalogne du Nord ces dernières années ont donc généré l'apparition d'une nouvelle société, qui a maintenu grâce à des initiatives individuelles ou collectives méritoires les éléments culturels qui définissent l'identité historique du pays ; une société qui aujourd'hui génère les éléments suffisants pour être transformée en collectivité riche et cultivée, et dans laquelle

des élites conscientes de leur identité nationale catalane sont plus actives, organisées et préparées que jamais.

Le principal défi est de faire en sorte que cette société soit chaque jour plus réceptive à notre message : un message qui met en relief l'importance de la langue et de la culture du pays comme patrimoine collectif. Qui met au centre de nos préoccupations le développement socio-économique et le bien-être des gens, qui refuse les politiques de destruction du milieu naturel, et de dévastation du paysage. Nous sommes conscients du mépris et de la marginalisation que subit notre pays de la part de l'État français et au sein de la région Languedoc-Montpellier, avec les graves conséquences de déficits au niveau des infrastructures. Nous pensons que notre pays est mûr pour recevoir et comprendre le message catalan, pour décider en faveur de l'autonomie et de la souveraineté, pour décider ici démocratiquement de son avenir.

# CHAPITRE III

## L'action politique du Bloc Català

Le Bloc se définit comme le parti catalan, le parti du pays. Nous sommes un parti Catalan: nous réclamons la constitution d'une Région Catalane et l'exercice du droit à l'autodétermination de notre peuple et d'établir librement des liens avec d'autres entités nationales dans le cadre d'une Europe unie.

### 1. L'engagement catalan

**1** L'action politique du Bloc Català a pour objectif d'avancer dans le processus d'émancipation nationale. Toute participation institutionnelle et tout type de collaboration avec d'autres forces politiques, doit viser cet objectif fondamental.

**2** Cela dit, conscients que le chemin jusqu'au plein exercice de ces droits sera, long, nous pouvons aussi affirmer que le projet nationaliste du Bloc Català ne se réduit pas à une proposition de maximums. La quotidienneté de l'action politique, du travail institutionnel, des propositions programmatiques et du travail de tous les militants ce n'est pas seulement un pari d'avenir, mais un engagement du quotidien.

Nous devons articuler une action politique cohérente qui situe le débat catalan au centre de l'ordre du jour politique pour générer de nouvelles adhésions à une conscience catalane commune.

**3** El Bloc Català doit faire les propositions les plus ambitieuses face aux nouvelles lois de décentralisation, en mettant en évidence l'étroitesse de vues et le manque d'ambition et de liberté de toutes les autres forces politiques de chez nous. Cette tâche exige de nous un considérable effort de communication et de pédagogie. Ce travail est fondamental pour contraindre la classe politique à mettre en oeuvre toutes les possibilités de la décentralisation et en particulier l'obtention d'une région administrative pour les Catalans.

### 2. L'engagement social

**1** La lutte par l'équité continue à être la principale manière de se situer dans la société et de faire de la politique : aujourd'hui il y a encore de l'injustice et des inégalités. L'inégalité nord-sud et les déséquilibres écologiques ; l'inégalité entre les sexes ; l'inégalité en raison d'options sexuelle ou d'appartenances ethniques ou religieuses ; dans le droit du travail et dans les conditions du travail ou encore dans la redistribution de la richesse.

**2** El Bloc Català pose la lutte pour l'équité et la justice comme principes fondamentaux de son action politique. Il n'est pas suffisant d'avoir une bonne politique sociale, d'autres partis peuvent l'avoir, bien que ce ne soit guère le cas en Catalogne du Nord. Il faut un projet politique de pays avec sa dimension sociale. Notre lutte par l'émancipation nationale inclut donc aussi la transformation des structures qui génèrent l'injustice.

**3** L'immigration est un des sujets les plus sensibles, tant à l'intérieur de la France, que celle venue du Tiers Monde et par conséquent ce doit être un des cadres où notre engagement doit s'accroître. Nous devons rejeter toute tentative d'incriminer l'immigration comme cause de nos problèmes structurels. C'est seulement depuis la perspective claire d'une communauté de destin que nous serons capables de faire voir que le projet catalan n'est pas exclusif mais profondément intégrateur.

### 3. L'engagement écologiste

**1** L'écologie, comme outil de promotion et de défense de l'équilibre écologique, fait partie essentielle et indissociable de l'idéal du Bloc Català.

Depuis notre fondation nous nous sommes montrés sensibles aux sujets environnementaux et incorporons naturellement dans notre discours les principales revendications de préservation de la nature. De même, notre parti a toujours participé activement à la lutte citoyenne en faveur de la préservation de l'environnement et du territoire. Comme sa constante opposition à la construction de l'autoroute électrique THT, planifiée par l'Etat sans consulter les habitants du territoire. L'insistance à vouloir l'implanter est le fruit de l'actuelle entente politique des socialistes de Montpellier et de Barcelone, au mépris de l'intérêt des Catalans du Nord.

**2** Il ne faut pas s'étonner qu'un parti catalan ait une claire vocation écologiste. Il s'agit ici d'un territoire petit et fragile la Catalogne du Nord, où la diversité géographique est le principal recours naturel. La défense de la langue, de la culture, et de l'identité ne peut pas se dissocier du territoire sur lequel elles se fondent. Le bien-être des personnes, le progrès économique dans l'équilibre écologique exigent la protection de l'environnement.

**3** On constate en effet aujourd'hui chez nous les ravages d'une logique de marché « immédiatiste », les méfaits d'un interventionnisme étatique basé sur une croissance extensive, consommant le territoire et ses recours comme s'ils étaient infinis. Avec pour résultat d'importants déséquilibres structuraux et territoriaux, parmi lesquels le manque de diversification économique, la forte dépendance du tourisme, la croissance de l'urbanisation incontrôlée, l'enchérissement du sol et le problème du logement pour les revenus modestes et la mise en place d'infrastructures et d'équipements à fort impact environnemental.

**4** Notre modèle territorial doit rationaliser le développement de l'urbanisation, réguler le rythme de croissance et orienter l'activité constructrice vers la réhabilitation de logements. Nous devons rejeter le Projet de développement fomenté par le Conseil général des Pyrénées Orientales qui consiste à submerger notre territoire de beaucoup plus de population qu'une société équilibrée ne peut supporter.

**5** Concernant l'impact de l'environnement dans l'activité économique, il est nécessaire de renforcer le secteur primaire en misant en particulier sur l'agriculture biologique et les productions de qualité, puisque l'existence du secteur primaire est le garant de l'équilibre d'un territoire où le secteur touristique est le principal bénéficiaire de l'activité rurale. Il est nécessaire d'orienter le tourisme vers la protection de l'environnement, un environnement privilégié avec des espaces naturels sauvegardés et dynamisés par un tourisme de qualité.

**6** Par rapport à l'usage général de l'énergie et à l'utilisation de ressources naturelles (eau, carrières, ressources forestières, etc.), nous devons promouvoir une politique d'économie et de consommation responsable. Dans le constant débat sur les grandes infrastructures nous devons être cohérents avec notre idéologie politique d'équilibre écologique et d'appui territorial. Nous devons participer aux campagnes et aux mobilisations des citoyens et rechercher les solutions les plus raisonnables.

## **4. L'engagement européen**

**1** L'Europe vit un moment historique : son récent agrandissement, avec l'incorporation de dix Etats, et l'approbation du Traité qu'ils appellent "Constitution Européenne", constituent des faits historiques très importants. Nous sommes membres d'une Europe qui doit dépasser l'étape de l'Union d'Etats pour être transformée en une vraie union de citoyens et de peuples ; et la "Constitution" prétendue n'est pas un texte né de la volonté populaire mais un traité entre des Etats qui renforcent leur pouvoir au préjudice des organismes régionaux et d'une conception démocratique de l'Union. L'Europe démocratique doit garantir la liberté des peuples qui l'intègrent à décider eux-mêmes de leur avenir. Cela requiert la reconnaissance du droit à l'autodétermination et l'établissement de mécanismes tels que, par un procédé démocratique et négocié, de nouveaux Etats souverains puissent être constitués (processus d'agrandissement interne).

**2** La Catalogne du Nord doit constituer une circonscription électorale européenne, avec l'élection d'un député territorial, afin de refléter notre réalité spécifique et de permettre un rapport direct et une participation efficace des électeurs.

**3** Notre voix doit être respectée et entendue au niveau du gouvernement français, moyennant la représentation directe quand des questions et des compétences qui nous affectent directement seront traitées. De plus, doit être reconnu le droit d'action juridique devant le Tribunal de Justice des Communautés Européennes quand nos compétences seront affectées par des dispositions de l'Union. Nous devons pouvoir recourir contre des actes d'institutions émanant des Etats membres ou de pays tiers qui nuisent à nos intérêts propres.

**4** Au niveau linguistique, l'Europe ne reconnaît que les langues qui sont officielles dans les Etats. Étant donné l'importance démographique de la langue catalane, celle-ci étant une des dix plus parlées de l'Europe, l'approbation la Constitution européenne ne doit pas signifier la marginalisation de onze millions d'Européens. La langue catalane doit jouir du meilleur statut possible, permettant ainsi une relation directe en catalan avec les institutions européennes.

**5** Le Texte Constitutionnel. L'UE est le résultat des négociations entre des Etats plus jaloux de leurs intérêts territoriaux que du bien-être commun. La proposition de texte constitutionnel propose l'Union Européenne comme un accord entre des Etats et un renforcement de leur pouvoir, et non pas comme l'émanation directe de la volonté des citoyens. Ce qui formera l'Europe serait la réunion de ces États. Une Europe qui n'est pas celle des Peuples qui la forment mais celle des États et qui sacralise les frontières. Un vrai fédéralisme, avec une cession réelle de pouvoir aux instances communautaires, signifie une Europe des citoyens et des peuples, forte, solidaire et plurielle. L'Europe qui surgirait du texte constitutionnel n'est pas celle que nous, comme Européens et membres d'une nation sans Etat aurions voulue.

**6** Le Bloc Català face au référendum constitutionnel : le projet de traité qui établit une Constitution européenne, adopté pour la Convention intergouvernemental à Bruxelles le 18 juin du 2004 et qui doit être soumis à un référendum en France au cours de l'année 2005, représente une étape dans le procès de construction de l'Union européenne. Mais une étape insuffisante.

**7** Les Régions et les Peuples sans État restent assez absents de cette construction institutionnelle. Cependant le texte comporte :

- des droits nouveaux pour le Comité des Régions : possibilité de s'adresser à la Cour de Justice de l'Union européenne
- la nécessaire protection de la diversité culturelle et linguistique même au niveau régional
- le respect des droits des minorités.

**8** Par rapport à l'aspect social et économique, le projet maintient le caractère libéral de la construction européenne, ceci dit, l'incorporation de la Charte des droits fondamentaux, lui donnant une valeur juridique obligatoire qu'avant elle n'avait pas du tout, pourra contribuer à créer au sein de l'Union européenne un vrai modèle social européen.

Face au défi de la «mondialisation», aux désordres politiques, économiques, sociaux et écologiques que connaît le monde, l'Europe politique constitue une nécessité absolue.

**9** L'Europe politique ne peut pas être du tout conçue sur un modèle supra-étatique ni sur un modèle centralisé. Seule une Europe fédérale des Peuples et des Régions Solidaires peut répondre aux problèmes internes et externes de l'ensemble européen.

Si le projet actuel est loin de cet objectif, il contient cependant des avances dans le sens de la démocratisation des institutions européennes (rôle plus important du Parlement européen, vote à la majorité qualifiée, droit d'initiative citoyenne...) et une vraie existence de l'Union européenne dans le concert international (présidence du Conseil européen, création d'un ministre des affaires étrangères...).

**10** Malgré tous les manques remarqués, et compte tenu que toutes les forces jacobines et les anti-identitaires de gauche ou de droite de France appellent au non à la constitution européenne, le Bloc



Català fidèle à ses engagements européens en faveur de pouvoirs plus forts pour les régions et pour l'Europe, conscient, de plus, que le renforcement européen consolide notre stratégie d'affaiblissement des États actuels au grand dam des jacobins. Le Bloc Català se prononce clairement par le oui à la Constitution Européenne. Notre oui affaiblit clairement l'État français. La victoire du non en France serait le triomphe des jacobins et des centralistes de tout crin.

11 Les positions que les partis catalans de l'État espagnol prendront, partent de considérations qui n'affectent pas la réalité nord-catalane. Nous avons une situation différente qui réclame une réponse appropriée.

## 5. Le projet économique du Bloc Català

**1 L'économie pour quoi faire ?** Permettre à nos enfants de vivre et de travailler dignement au pays est une exigence essentielle. Notre ambition ne peut se borner à fournir une main d'œuvre bon marché à des collectivités locales auxquelles il nous faudra indéfiniment dire merci. Pour sortir d'un taux de chômage record qui fait la part belle aux emplois précaires ou saisonniers nous devons prendre en mains notre économie. Par ailleurs, accepter que notre tissu économique se compose essentiellement d'entreprises dont les sièges sociaux et les actionnaires se trouvent éloignés de chez nous, c'est aussi accepter que les profits réalisés repartent ailleurs ou que nos emplois soient délocalisés au gré des gains de productivités ou des marchés. L'économie c'est aussi une question de dignité, c'est pourquoi ce thème est l'un des enjeux essentiels en Catalogne Nord.

**2 Des principes simples.** Au-delà de la simple nécessité d'avoir une économie rentable et profitable qui crée les richesses que nous pourrions partager, le bon sens doit nous guider afin de l'orienter pour le bien de tous. Notre économie doit donc être diversifiée afin de partager le risque, s'adapter aux besoins de notre population afin de fournir les emplois permanents qui manquent, respecter les contraintes de notre territoire ainsi que son environnement et anticiper le développement de nouvelles activités afin de préserver l'avenir.

**3 Les fondements d'un nouveau économique.** Une idée doit être combattue : celle qui consiste à présenter notre territoire seulement comme un axe commode de passage entre le nord et le sud. Ainsi les réseaux routiers, ferroviaires, électriques et autres infrastructures nous sont ils imposés sans retombées significatives puisque le constat est là : taux de chômage record de 14%. La Catalogne Nord est un territoire autonome et cohérent qui dispose d'infrastructures et de filières qui doivent être prioritairement modernisées et renforcées dans un souci d'aménagement du territoire. Ainsi l'agriculture et l'agro-alimentaire au sens large ainsi que la filière bois doivent retrouver leur rang. Elles sont capables de fournir des produits de qualité, commercialisables ou transformables sur place pour davantage de plus-value et d'emplois. Le Port de Commerce de Port-Vendres doit redevenir une infrastructure prioritaire. C'est un outil essentiel de communication marchande. Les investissements nécessaires à son intégration dans le plan « Cabotage » mis en place par l'Europe doivent être immédiatement engagés. La plate forme multimodale du Boulou et de Saint Charles, sont des outils indispensables pour diffuser et exporter nos productions locales, il faut les moderniser. Le tourisme dispose d'infrastructures importantes dont il convient d'étaler l'utilisation dans le temps. Par exemple en intégrant davantage la dimension culturelle qui seule lui redonnera l'authenticité qui lui fait défaut. L'aéroport de Perpignan est un vecteur essentiel, tant dans une politique touristique régulée que pour permettre les échanges ou les déplacements. Il doit trouver sa place dans la carte européenne du trafic aérien. De nouvelles filières industrielles comme celles liées aux énergies renouvelables, dont notre habitat pourrait se doter avec profit dans un climat aussi ensoleillé et venteux, doivent être accompagnées. Enfin l'économie identitaire, celle qui prends ses racines dans notre culture ou qui simplement la véhicule, doit être encouragée et aidée. Elle fournira de très nombreux emplois dans un tissu de micro entreprise peu délocalisables.

**4 Quels leviers pour agir ?** Un Plan de Cohérence Economique doit être élaboré à l'échelle de la Catalogne Nord. Il permettra, en concertation avec tous les acteurs, de fixer de façon cohérente les objectifs du long terme et d'en prévoir les infrastructures. Il nous donnera la visibilité qui fait tant défaut aujourd'hui. Les filières d'enseignement (général ou professionnel, secondaire ou supérieures...)

doivent être associées à son élaboration comme à sa mise en œuvre. Trois outils indispensables doivent l'accompagner de façon coordonnée:

Un Comité de Développement Economique: véritable moteur de l'action, il mettra en œuvre au quotidien les objectifs du Plan de Cohérence Economique et disposera de deux puissants leviers:

Un Etablissement Public Foncier chargé de soutenir les collectivités dans leur action et de créer les réserves indispensables aux infrastructures et emplois de demain.

Une Société de Capital Risque, réunissant banques pouvoirs publics et investisseurs, qui sera chargée d'investir directement dans les entreprises du futur et d'accompagner les modernisations nécessaires

Certains de ces outils existent mais ont été mis en sommeil par manque de d'ambition ou de vision globale de pays. Nous nous attacherons à créer les conditions de ce véritable renouveau économique.

## 6. La politique culturelle du Bloc Català

1 Une politique culturelle est indispensable pour assurer la cohésion sociale, doter le pays de dénominateurs identitaires communs et faire possibles le respect et la cohabitation des individus de traditions diverses dans une construction territoriale originale.

2 Le Bloc Català doit promouvoir un modèle culturel national catalan intégrateur, fidèle à ses origines et respectueux des apports que tous les nouveaux Catalans font à l'histoire de notre pays, car nous sommes conscients du caractère fédérateur de l'identité elle-même. Est nécessaire et vitale aussi la coopération intensifiée avec le reste des Pays Catalans afin de renforcer les échanges, le marché culturel intérieur, la réactivation et la création de référents communs ainsi que la promotion extérieure de notre culture.

3 Le Bloc Català s'efforcera de développer et soutenir les médias qui dans les deux langues participent à la reconquête de la culture et de l'identité catalanes. Nous sommes de plus en faveur de la création d'un espace de communication catalan qui embrasse les moyens de communication de masses opérant dans les territoires de langue catalane, afin de créer des référents d'une communauté partagée. Nous voulons la création d'un espace national d'informations et de consommation culturelle dans les Pays Catalans.

4 Nous souhaitons renforcer la présence des produits culturels élaborés en Catalogne du Nord et de la production culturelle en langue catalane dans les émissions de radios et dans les télévisions publiques et privées. Nous devons soutenir les entreprises de production et promotion de la culture, en favorisant progressivement la professionnalisation et la compétitivité. Il faut créer un marché intérieur de culture qui embrasse l'ensemble des Pays Catalans.

5 Nous devons tirer la politique culturelle catalane de l'état d'hibernation et d'appauvrissement provoqué volontairement par la classe politique dominante. Il faut renforcer les actions culturelles basiques que sont la conservation et la dynamisation du patrimoine historique.

6 Le fait que nous soyons une destination touristique, un carrefour de communications, et un territoire récepteur de nouvelles immigrations définit notre réalité. Cette nouvelle situation est clairement positive: la présence d'un grand nombre de visiteurs ou de nouveaux résidents, bien qu'elle crée un sentiment de submersion et de réactions de refus, favorise et provoque la réflexion sur notre avenir, en même temps qu'elle nous oblige à travailler à leur incorporation dans la vie nord-Catalane.

7 Nous ne pouvons pas accepter le danger que serait une société divisée en diverses couches sociales, séparées par des critères linguistiques, ethniques, religieux ou sociaux. C'est un devoir du Bloc Català de favoriser le contact entre les communautés, et nous-nous engageons à les intégrer toutes dans l'identité de la terre d'accueil, la Catalogne l'a toujours fait au cours de son histoire. Nous devons contribuer à la création de la citoyenneté nord-catalane, intégratrice et douée de contenus culturels catalans.

## 7. La communication

1 Le travail que nous avons fait de considérer les moyens de communication locaux comme éléments de projection et d'intervention auprès de la société, a eu comme conséquence évidente la reconnaissance publique grandissante du Bloc Català. La légitimité et la crédibilité du Bloc Català dérivent de la prise en compte des problèmes et des actions à réaliser. C'est seulement avec la participation et l'implication dans la vie de communauté que nous pourrons maintenir l'enracinement qui nous légitime.

2 C'est pourquoi il est fondamental de développer encore la communication en réseau à travers les webs du Bloc Català. Il faut d'abord améliorer et optimiser la communication entre les adhérents pour échanger de l'information et augmenter nos capacités d'action politique.

3 Les nouvelles technologies de l'information et de la communication (TIC) sont un important défi et surtout une opportunité pour nous : nous avons à notre portée de nouveaux outils pour changer la société. Le Bloc Català est pionnier dans ce domaine. Les TIC sont indispensables à l'organisation et à l'information et constituent un outil interactif fondamental. Nous nous devons de prendre en compte les visiteurs, les sympathisants ou les adhérents, grâce à un produit virtuel, attractif et actualisé qui réponde avec agilité et de manière personnalisée. L'objectif de l'implantation dans le réseau doit être aussi de promouvoir et d'activer nos sections, faciliter la communication entre la direction et les militants.

## 8. La proximité : les municipalités

1 Notre force en tant que parti n'est garantie que si elle est basée sur un réseau de représentants locaux dans les municipalités. La politique municipale doit être un axe de base de notre projet politique. Nous devons élaborer un plan d'action pour assurer notre implantation dans les municipalités où nous avons une présence significative pour atteindre une représentation institutionnelle aux prochaines élections municipales.

2 Dans notre modèle politique nous devons considérer le cadre communal comme point de départ pour reconstruire le pays et pour cela il est important de prouver que nous sommes capables non seulement d'être de bons gestionnaires ou administrateurs mais aussi de changer les modèles d'organisation claniques qui dominent chez nous. La structure que nous avons est améliorable et nous devons la transformer pour la rendre plus solidaire et plus démocratique.

3 C'est dans nos villages que nous devons assumer le défi le plus important : l'intégration des nouveaux arrivants, la préservation de la tradition, la continuité de notre culture, la protection de l'environnement et la participation des citoyens.

4 La municipalité est l'espace où devons vertébrer l'authentique structure nationale de ce pays. Le cadre local est l'endroit où le pouvoir démocratique est le plus proche des citoyens et où ils peuvent exercer plus facilement leurs droits. Le succès municipal que nous pourrons obtenir renforcera évidemment toutes les autres participations électorales.

5 La direction qui sera élue au Congrès de Tatzó organisera un plan d'action stratégique spécifique, doté de ressources humaines et économiques, afin que les prochaines élections municipales soient un succès tant par le nombre d'élus que par leur qualité.

# CHAPITRE IV

## Notre stratégie

### 1. En finir avec la fatalité

1 La loi du 13 août 2004 relative aux «Libertés des responsabilités locaux» conclut le processus législatif dit de décentralisation du gouvernement Raffarin. Les débats sur cette loi ont laissé totalement indifférents les politiciens et les médias, à peu d'exceptions près.

2 La décentralisation dans l'État français est une «figure imposée» qui avance seulement comme les crabes. La décentralisation est supportée par la classe politique française autant de gauche que de droite. Le système jacobin, présent plus que jamais parmi les têtes pensantes de l'Hexagone n'a jamais été aussi faible qu'aujourd'hui dans le domaine des réalités économiques, sociales, culturelles et politiques. Le système français est un anachronisme en Europe. En effet, dans tous les Etats frontaliers avec l'État français, les régions exercent des pouvoirs législatifs exclusifs ou partagés dans divers domaines comme le développement économique, l'éducation, la culture et la préservation de l'environnement. Ont été régionalisés depuis 1999 même des pays comme la Pologne. Il faut aussi dire que les que la plupart des régions actuelles en France sont totalement artificielles et nient les identités. Nous-mêmes subissons la domination de Montpellier.

3 La complexité du système territorial et administratif français, l'accumulation des niveaux de gestion et la superposition des compétences ont été aggravées par la pression des lobbies jacobins et départementalistes. Cela provoque des dépenses accrues, dans des structures redondantes, une «gabegie» inacceptable des ressources communes.

4 Le Bloc Català, ne doit pas perdre de vue ses objectifs politiques : obtenir une Région Catalane que nécessite sa spécificité historique et culturelle. Avec une région propre, nous pourrions exploiter les nouveaux textes de loi pour de renforcer nos responsabilités, notre capacité d'initiatives et une plus grande participation aux décisions.

5 Cette capacité doit s'exercer en particulier dans les domaines suivants : la gestion directe des fonds structuraux européens, comment, déjà cela se fait en Alsace et en partie dans la Région Bretagne, le développement économique dans le cadre des «schémas régionaux» prévus au titre expérimental par la nouvelle loi, la propriété, l'entretien et la gestion des grands équipements structurants (aérodromes, ports de commerce, ports de pêche), la formation professionnelle des jeunes et des adultes. Nous devons utiliser le droit d'expérimentation inscrit pour la Constitution pour réclamer d'autres transferts de compétences comme : l'action culturelle dans sa globalité, la promotion des langues les régionales dans l'enseignement, la formation professionnelle, les administrations locales et la vie sociale, la préservation des espaces naturels et le développement des énergies renouvelables.

### 2. La participation politique du Bloc Català

1 Dans le cadre de l'État français, le Bloc Català continuera sa politique de collaboration et sa participation active au sein de la Fédération Régions et Peuples Solidaires – RPS. Il faut souligner que cette structure nous a été particulièrement utile l'année dernière : D'abord la coalition électorale avec les écologistes qui nous a permis de faire une campagne digne et couronné de succès avec l'élection de Gérard Onesta comme député européen ; ensuite l'organisation de l'Université d'Été RPS à Tatzó/Argelers.

**2** Par rapport à la Catalogne du Nord, le Bloc Català renforcera son unité interne, intégrera toutes les sensibilités, nous nous projeterons avec force vers l'extérieur. Nous devons croître comme parti, nous devons intensifier l'activisme, renforcer le militantisme, et transmettre partout l'enthousiasme et l'attachement au pays.

Nous devons être l'assez la force qui intègre, ouverte à tous, toujours consciente du caractère transversal du catalanisme comme notre nom de Bloc le proclame.

**3** Pour changer le pays, nous avons besoin d'une Région Catalane et nous l'obtiendrons seulement avec la capacité à trouver les complicités nécessaires. Le Bloc Català aspire à être la force fédératrice du pays, mais nous devons aller plus loin, il faut travailler pour établir un consensus social majoritaire, autour des questions vitales pour le pays: économie, langue, culture, identité et surtout pouvoir décider ici.

**3** El Bloc Català est l'outil le plus important et le plus précieux qu'ait jamais créé l'autonomisme en Catalogne du Nord. Il faut le consolider, l'élargir et en faire surtout en faire l'âme de notre pays catalan.

### **3. Pour une fédération de forces nationalistes et progressistes**

**1** El Bloc Català confirme dans la déclaration constitutive du Congrès de Tuïr sa volonté de devenir un parti fédéré à Convergència Democràtica de la Catalunya. En outre, nous sommes favorables à la structuration d'un espace de rapports stables avec les forces politiques souverainistes des Pays Catalans en particulier avec le Partit Socialista de Mallorca-Entesa Nacionalista, PSM-EN et le Bloc Nacionalista Valencià, BNV. Nous devons avec eux maintenant constituer une fédération de partis nationalistes et progressistes des Pays Catalans.

**2** Il convient par ailleurs de trouver des espaces de collaboration avec ERC, bien que nous soyons conscients des difficultés que cela comporte, tant qu'ERC aura comme objectif en Catalogne du Nord de nous faire disparaître au lieu de chercher un partenariat.